

TRADUCTION

F. 94 — 2562

20 JUILLET 1994. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 février 1990 fixant les conditions d'agrément, le fonctionnement et les modalités de subventionnement des services d'aide à domicile de handicapés tels que visés à l'article 3, § 1^{er} bis de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés

Le Gouvernement flamand,

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, notamment l'article 3, § 1^{er} bis, inséré par décret du 20 décembre 1989;

Vu le décret du 27 juin 1990 portant organisation d'un Fonds flamand pour l'Intégration sociale des Personnes handicapées, notamment les articles 52, 2°, 53 et 74;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 février 1990 fixant les conditions d'agrément, le fonctionnement et les modalités de subventionnement des services d'aide à domicile de handicapés tels que visés à l'article 3, § 1^{er} bis de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, notamment le chapitre IV;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1991 relatif à l'enregistrement au Fonds flamand pour l'Intégration sociale des Personnes handicapées, notamment l'article 22, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 juin 1992;

Vu l'avis du conseil d'administration du Fonds flamand pour l'Intégration sociale des Personnes handicapées, donné le 21 juin 1994;

Vu l'accord du Ministre flamand, compétent en matière de budget, donné le 19 juillet 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en vue du dépistage précoce de handicaps et l'aide précoce aux personnes handicapées, des mesures doivent être prises sans délai afin de permettre au Fonds flamand pour l'Intégration sociale des Personnes handicapées de prendre en charge un nombre de services d'aide à domicile de très jeunes enfants, sans que ces enfants soient déjà inscrits au Fonds précité;

Sur la proposition du Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de santé, de l'Aide sociale et de la Famille;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le chapitre IV de l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 février 1990 fixant les conditions d'agrément, le fonctionnement et les modalités de subventionnement des services d'aide à domicile de handicapés tels que visés à l'article 3, § 1^{er} bis de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, est complété d'un article 22 bis, rédigé comme suit :

« Art. 22. Pour chaque service, 10 % au maximum du nombre maximal d'aides pouvant être subventionnées fixé en vertu de l'article 7, § 1^{er}, peut être dispensé aux moins de six ans qui sont handicapés ou qui courent un risque considérable de développer un handicap et qui ne sont pas inscrits au Fonds flamand pour l'Intégration sociale des Personnes handicapées, étant entendu que par enfant pas plus de 10 aides, visées au présent article, peuvent être dispensées. »

La présence d'un handicap ou d'un risque considérable de développer un handicap est confirmée par un certificat médical ou par un certificat d'une instance agréée conformément à l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1991 relatif à l'enregistrement au Fonds flamand pour l'Intégration sociale des Personnes handicapées.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1993.

Art. 3. Le Ministre flamand, compétent en matière d'assistance aux personnes, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de santé, de l'Aide sociale et de la Famille,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 2563

[C — 27532]

14 JUILLET 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution des articles 2, 12 et 16 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, notamment l'article 2, modifié par le décret du 25 juin 1992;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant le Règlement (CEE) n° 2052/88 concernant les missions des Fonds à finalité structurelle, leur efficacité ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants, modifié par le Règlement (CEE) n° 2081/93 du Conseil du 20 juillet 1993;

Considérant les décisions de la Commission de l'Union européenne du 8 juin 1994 classant la province du Hainaut parmi la liste des zones de développement telles que définies par l'article 10 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique et du 14 juin 1994 portant approbation du Document Unique de Programmation pour les interventions structurelles communautaires dans la province du Hainaut concernée par l'Objectif n° 1 et du 6 juillet 1994 approuvant les régimes d'aides prévus par le Document Unique de Programmation de l'Objectif n° 1, il est nécessaire de prendre sans délai des mesures en vue de soutenir des projets d'investissements créateurs d'emplois;

Considérant que la mise en oeuvre du Document Unique de Programmation de l'Objectif n° 1 débute le 1er janvier 1994 et que des entreprises ont introduit des programmes d'investissements à partir de cette date auprès de la Région, il est impératif de traiter ces demandes afin de relancer les activités économiques ainsi que l'emploi dans les régions reconnues comme étant en retard de développement par la Commission de l'Union européenne;

Sur proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

Arrête :

Article 1er. Dans l'article 2, § 1er, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution des articles 2, 12 et 16 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, il est ajouté un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Cette mesure ne s'applique pas pour les primes qui sont cofinancées par le Fonds européen de Développement régional ou le Fonds social européen ou le Fonds européen d'Orientation et de Garantie agricole, section orientation. »

Art. 2. Dans l'article 2 du même arrêté, il est ajouté un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. Toutefois, pour les primes qui sont cofinancées par le Fonds européen de Développement régional ou le Fonds social européen ou le Fonds européen d'Orientation et de Garantie agricole, section orientation, le seuil minimum mentionné au § 4 est défini comme suit :

1° pour les entreprises occupant jusqu'à 20 personnes et indépendantes financièrement, le seuil est de 1,750 million de francs belges et est ramené à 1,250 million de francs belges lorsque le programme d'investissements est réalisé par des personnes bénéficiant du critère « première installation » tel que défini à l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution des articles 32.2, 32.4 et 32.7 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992;

2° pour les entreprises occupant de 21 à 50 personnes ainsi que les entreprises occupant jusqu'à 20 personnes qui ne sont pas indépendantes financièrement, le seuil est de 5 millions de francs belges;

3° pour les entreprises occupant de 51 à 100 personnes, le seuil est de 10 millions de francs belges;

4° pour les entreprises de 101 à 150 personnes, le seuil est de 15 millions de francs belges;

5° pour les entreprises occupant 151 personnes et plus, le seuil est de 20 millions de francs belges.

Le seuil minimum des investissements doit cependant être au moins égal à la moyenne des amortissements, éventuellement recalculés sur le mode linéaire au taux normal, des trois exercices comptables précédant l'autorisation de débiter les investissements, sauf pour les entreprises occupant jusqu'à 20 personnes et indépendantes financièrement, telles que définies à l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution des articles 32.2, 32.4 et 32.7 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992. »

Art. 3. Il est inséré dans le même arrêté un article 10bis rédigé comme suit :

« Art. 10bis. Le Ministre ayant l'Economie dans ses attributions détermine par arrêté, notamment les modalités et conditions d'octroi et de liquidation des primes cofinancées par le Fonds européen de Développement régional ou le Fonds social européen ou le Fonds européen d'Orientation et de Garantie agricole, section orientation.

Cet arrêté sera soumis à l'approbation du Gouvernement wallon. »

Art. 4. Le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1994.

Namur, le 14 juillet 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 2563

[C — 27532]

14. JULI 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regional-exekutive vom 9. Juli 1992 zur Durchführung der Artikel 2 12 und 16 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist

Aufgrund des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, insbesondere des durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeänderten Artikels 2;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, in seiner durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Anbetracht der Verordnung (EWG) Nr. 2052/88 über Aufgaben und Effizienz der Strukturfonds und über die Koordinierung ihrer Interventionen untereinander sowie mit den der Europäischen Investitionsbank und der anderen vorhandenen Finanzinstrumente, in ihrer durch die Verordnung (EWG) Nr. 2081/93 des Rates vom 20. Juli 1993 abgeänderten Fassung;

In Anbetracht der Entscheidungen der Kommission der Europäischen Union vom 8. Juni 1994, die die Provinz Hennegau in die Liste der Entwicklungszonen einordnen, sowie sie vom Artikel 10 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, vom Gesetz vom 14. Juni 1994 zur Genehmigung des Einigen Programmierungsdokumentes für Strukturinterventionen der Gemeinschaft in der vom Ziel 1 betroffenen Provinz Hennegau und vom Gesetz vom 6. Juli 1994 zur Genehmigung der vom Einigen Programmierungsdokument des Ziels 1 vorgesehenen Hilfsmaßnahmen bestimmt worden sind, wodurch hervorkommt, daß die Maßnahmen zur Unterstützung von arbeitsschaffenden Investitionsprojekten unmittelbar getroffen werden müssen;

In der Erwägung, daß die Durchführung des Einigen Programmierungsdokumentes des Ziels 1 am 1. Januar 1994 beginnt, und daß Unternehmen bereits ab diesem Datum bei der Region Investierungsprogramme eingereicht haben, ist es erforderlich, diese Anträge zu behandeln, um die wirtschaftliche Aktivität sowie die Arbeitsbeschaffung in den Gebieten wieder anzukurbeln, die von der Kommission der Europäischen Union als Gebiete im Entwicklungsrückstand anerkannt worden sind;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. In Artikel 2, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1992 zur Durchführung der Artikel 2, 12 und 16 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist, wird ein zweiter Absatz wie folgt eingefügt:

« Diese Maßnahme kommt nicht zur Anwendung für die Prämien, die vom Europäischen Fonds für regionale Entwicklung oder vom Europäischen Sozialfonds oder von der Abteilung Ausrichtung des Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft mitfinanziert werden. »

Art. 2. In Artikel 2 desselben Erlasses wird ein § 5 wie folgt eingefügt:

« § 5. Für die Prämien, die vom Europäischen Fonds für regionale Entwicklung oder vom Europäischen Sozialfonds oder von der Abteilung Ausrichtung des Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft mitfinanziert werden, wird der in § 4 erwähnte Mindestbetrag jedoch wie folgt bestimmt:

1° Für die Betriebe, die bis 20 Personen beschäftigen und finanziell unabhängig sind, ist der Mindestbetrag 1,750 Millionen Belgische Francs, und dieser wird auf 1,250 Millionen Belgische Francs herabgesetzt, wenn das Investitionsprogramm von Personen ausgeführt wird, die unter das Kriterium « Ersteinrichtung » fallen, sowie dieses in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1992 zur Durchführung der Artikel 32.2, 32.4 und 32.7 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist;

2° Für die Betriebe, die 21 bis 50 Personen beschäftigen, sowie die Betriebe, die bis zu 20 Personen beschäftigen und finanziell nicht unabhängig sind, ist der Mindestbetrag 5 Millionen Belgische Francs;

3° Für die Betriebe, die 51 bis 100 Personen beschäftigen, ist der Mindestbetrag 10 Millionen Belgische Francs;

4° Für die Betriebe, die 101 bis 150 Personen beschäftigen, ist der Mindestbetrag 15 Millionen Belgische Francs;

5° Für die Betriebe, die mehr als 151 Personen beschäftigen, ist der Mindestbetrag 20 Millionen Belgische Francs.

Der Mindestbetrag der Investitionen muß jedoch mindestens dem Durchschnitt der eventuell zum Normalsatz nach dem linearen Verfahren nachberechneten Abschreibungen der letzten drei Rechnungsjahre vor der Genehmigung, die Investitionen zu starten, gleich sein. Diese Bestimmung gilt nicht für die Betriebe, die bis 20 Personen beschäftigen und finanziell unabhängig sind, so wie sie in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1992 zur Durchführung der Artikel 32.2, 32.4 und 32.7 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist, bestimmt sind.

Art. 3. In denselben Erlaß wird ein Artikel 10bis wie folgt eingefügt:

« Art. 10bis. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, bestimmt durch Erlaß die Gewährungs- und Zahlungsmodalitäten und -bedingungen der von dem Europäischen Fonds für Regionale Entwicklung oder dem Europäischen Sozialfonds oder der Abteilung Ausrichtung des Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft mitfinanzierten Prämien.

Dieser Erlaß wird der Genehmigung der Wallonischen Regierung unterworfen. »

Art. 4. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 5. Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Januar 1994 in Kraft.

Namur, den 14. Juli 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 94 — 2563

[C — 27532]

14 JULI 1994. -- Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 houdende uitvoering van artikelen 2, 12 en 16 van de wet van 30 december 1970 op de economische expansie, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 30 december 1970 op de economische expansie, inzonderheid op het artikel 2, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Rekening houdende met de Verordening (EEG) Nr. 2052/88 betreffende de taken van de Fondsen met structurele strekking, hun doeltreffendheid alsmede de coördinatie van hun bijstandsverlening onderling en met die van de Europese Investeringsbank en de andere bestaande financieringsinstrumenten, gewijzigd bij de Verordening (EEG) Nr. 2081/93 van de Raad van 20 juli 1993;

Rekening houdende met de beschikkingen van de Commissie van de Europese Unie van 8 juni 1994 waarbij de provincie Henegouwen in de lijst gerangschikt wordt van de ontwikkelingsgebieden, zoals bepaald in het artikel 10 van de wet van 30 december 1970 op de economische expansie, van 14 juni 1994 houdende goedkeuring van het Programmeringsdocument voor de structurele interventies van de Gemeenschap in de door doelstelling 1 betrokkene provincie Henegouwen en van 6 juli 1994 tot goedkeuring van de steunregeling voorzien bij het Programmeringsdocument van doelstelling 1, is het geboden onverwijld maatregelen te treffen om de investeringsprojecten voor het scheppen van arbeidsplaatsen te steunen;

Overwegende dat het Programmeringsdocument van doelstelling 1 op 1 januari 1994 in werking treedt en dat bedrijven investeringsprogramma's vanaf die datum bij het Gewest ingediend hebben, het geboden is deze aanvragen te behandelen om de economische activiteit, alsmede de tewerkstelling weer op gang te brengen in de streken die door de Commissie van de Europese Unie erkend zijn als streken met een ontwikkelingsachterstand;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

Besluit :

Artikel 1. In het artikel 2, § 1, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 houdende uitvoering van artikelen 2, 12 en 16 van de wet van 30 december 1970 op de economische expansie, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, wordt er een als volgt opgesteld tweede lid ingevoegd :

« Deze maatregel is niet toepasselijk op de premies die medegefinancierd worden door het Europese Fonds voor regionale Ontwikkeling, het Sociaal Europees Fonds of door het Europese Fonds voor de Oriëntatie en de Waarborg van de Landbouw, afdeling Oriëntatie. »

Art. 2. In het artikel 2 van hetzelfde besluit, wordt er een als volgt opgesteld § 5 ingevoegd :

« § 5. Nochtans, wat betreft de premies die medegefinancierd worden door het Europese Fonds voor regionale Ontwikkeling, het Sociaal Europees Fonds of door het Europese Fonds voor de Oriëntatie en de Waarborg van de Landbouw, afdeling Oriëntatie, wordt de in § 4 vermelde minimum drempel vastgesteld als volgt :

1° voor de bedrijven die tot 20 personen in dienst hebben en die financieel zelfstandig zijn, is de drempel gelijk aan 1,750 miljoen BEF en herleid tot 1,250 miljoen BEF indien het investeringsprogramma uitgevoerd wordt door personen die aanspraak maken op het criterium « eerste vestiging », zoals bepaald in het artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 houdende uitvoering van artikelen 32.2, 32.4 en 32.7 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

2° voor de bedrijven die 21 tot 50 personen in dienst hebben, alsook voor de bedrijven die tot 20 personen in dienst hebben en die financieel niet zelfstandig zijn, is de drempel gelijk aan 5 miljoen BEF;

3° voor de bedrijven die 51 tot 100 personen in dienst hebben is de drempel gelijk aan 10 miljoen BEF;

4° voor de bedrijven die 101 tot 150 personen in dienst hebben is de drempel gelijk aan 15 miljoen BEF;

5° voor de bedrijven die meer dan 151 personen in dienst hebben is de drempel gelijk aan 20 miljoen BEF.

Nochtans moet de minimum investeringsdrempel ten minste gelijk zijn aan het gemiddelde van de aflossingen, eventueel opnieuw berekend volgens de lineaire wijze tegen de normale rentevoet, van de drie boekjaren die de machtiging tot het starten van de investeringen voorafgaan, behalve voor de bedrijven die tot 20 personen in dienst hebben en die financieel zelfstandig zijn, zoals bepaald in het artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 houdende uitvoering van artikelen 32.2, 32.4 en 32.7 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992. »

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt er een als volgt opgesteld artikel 10bis ingevoegd :

« Art. 10bis. De Minister, tot wiens bevoegdheden de Economie behoort, bepaalt bij middel van een besluit, de wijze en de voorwaarden voor de toekenning en de uitbetaling van de premies die medegefinancierd worden door het Europese Fonds voor regionale Ontwikkeling, het Sociaal Europees Fonds of door het Europese Fonds voor de Oriëntatie en de Waarborg van de Landbouw, afdeling Oriëntatie.

Dit besluit zal ter goedkeuring van de Waalse Regering voorgelegd worden. »

Art. 4. De Minister, tot wiens bevoegdheden de Economie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 5. Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 1994.

Namen, 14 juli 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

14 JUILLET 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon exécutant la décision prise par la Commission de l'Union européenne le 8 juin 1994 sur la délimitation des zones de développement au titre de l'article 11 de la loi du 30 décembre 1970, modifiée par le décret du 25 juin 1992

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, modifiée par le décret du 25 juin 1992;

Vu la décision de la Commission de l'Union européenne du 8 juin 1994 sur la délimitation des zones de développement au titre de l'article 11 de la loi du 30 décembre 1970 modifiée par le décret du 25 juin 1992;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre sans retard les mesures d'exécution afin de se conformer à la décision de la Commission de l'Union européenne du 8 juin 1994 et d'ainsi permettre la mise en œuvre du Document Unique de Programmation de l'Objectif n° 1 — Hainaut, approuvé par la Commission de l'Union européenne en date du 14 juin 1994;